

Unité départementale du Bas-Rhin
Equipe Sud

Strasbourg, le 24/01/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 20/01/2022

Contexte et constats

Publié sur



GUY DAUPHIN ENVIRONNEMENT

34 RUE DE L EXPANSION
67150 ERSTEIN

Références : 1600/NM/CE

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/01/2022 dans l'établissement GUY DAUPHIN ENVIRONNEMENT implanté 34 RUE DE L EXPANSION 67150 ERSTEIN. Cette partie «Contexte et constats» est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La société a été mise en demeure par arrêté préfectoral du 8 mars 2021, suite à la visite de prévention des risques accidentels dans le cadre de "l'action nationale 100 mètres autour des sites SEVESO" réalisée en 2020.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GUY DAUPHIN ENVIRONNEMENT
- 34 RUE DE L EXPANSION 67150 ERSTEIN
- Code AIOT dans GUN : 0006701600
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non

La société exploite une plateforme de tri et valorisation de déchets.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- suivi de la mise en demeure du 8 mars 2021
- les suites données aux observations de la visite précédente

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'Inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Groupe de pompage	AP de Mise en Demeure du 08/03/2021, article 1	/	
Puits incendie	Arrêté Préfectoral du 15/10/2012, article 7.6.4	/	
Confinement des eaux d'extinction	Arrêté Préfectoral du 15/10/2012, article 7.6.8.1	/	

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a répondu à l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 8 mars 2021.

Observations:

Il est nécessaire que l'exploitant établisse une procédure de mise en service du groupe de pompage. Le plan d'établissement répertorié du site transmis au service départemental d'incendie et de secours sera à mettre à jour.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Groupe de pompage

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 08/03/2021, article 1
Thème(s) : Risques accidentels, moyen de lutte contre l'incendie
Prescription contrôlée : « La société [...] est mise en demeure de respecter, dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté, les prescriptions reprises ci-après : article 7.6.4 de l'arrêté préfectoral du 15 octobre 2012 [...] L'établissement dispose en toute circonstance, y compris en cas d'indisponibilité d'un des groupes de pompage, de ressources en eaux suffisantes pour assurer l'alimentation du réseau d'eau incendie [...]. Les groupes de pompage sont spécifiques au réseau incendie [...] ».
Constats : Il avait été constaté lors de l'inspection du 14 décembre 2020 que l'exploitant ne disposait pas d'un groupe de pompage pour l'alimentation du réseau incendie du site. L'exploitant a mis en place un groupe de pompage et un suivi de ce matériel. Le dernier essai date du 8 décembre 2021. Le jour de la visite, le groupe de pompage est raccordé à l'une des sortie du puits. L'exploitant ne dispose pas de procédure pour la mise en service du groupe de pompage. Cette procédure sera à établir. Un PER (plan d'établissement répertorié) du site a été transmis au SDIS (service départemental d'incendie et de secours) en 2021. Ce document sera à mettre à jour suite à la mise en place du groupe de pompage et à transmettre au SDIS.
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Puits incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/10/2012, article 7.6.4
Thème(s) : Risques accidentels, moyen de lutte contre l'incendie
Prescription contrôlée : « L'exploitant dispose a minima : - d'un puits incendie capable de fournir un débit de 120 m ³ /h pendant deux heures au minimum, muni de deux raccords normalisés et adaptés aux moyens d'intervention des services d'incendie et de secours. Le bon fonctionnement de ces prises d'eau est périodiquement contrôlé [...] ».
Constats : Lors de l'inspection du 14 décembre 2020, il avait été constaté que : <ul style="list-style-type: none">• l'une des sorties du puits ne disposait pas de bouchon, ce qui permettait un accès direct à la nappe,• la courbe de test du puits montrait un débit de 120 m³/h au bout de 3 heures de fonctionnement. Lors de l'inspection du 20 janvier 2022, il a été constaté que l'une des sorties du puits incendie est raccordé au groupe de pompage et l'autre est équipée d'un bouchon. Le rapport des essais du puits incendie date de septembre 2021. Les essais ont été réalisés par palier puis directement à 120 m ³ /h. Ce rapport conclut que le puits est fonctionnel au regard de la réglementation de la défense extérieure contre l'incendie. Il a globalement conservé ces caractéristiques hydrauliques d'origine.
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Confinement des eaux d'extinction

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/10/2012, article 7.6.8.1
Thème(s) : Risques accidentels, moyen de lutte contre l'incendie
Prescription contrôlée : « Les installations sont équipées d'un bassin de confinement (ou d'un système équivalent) permettant de recueillir des eaux polluées [...]. Il est maintenu en temps normal au niveau permettant une pleine capacité d'utilisation [...] ».
Constats : Lors de l'inspection du 14 décembre 2020, il avait été constaté que certaines surfaces destinées à la rétention des eaux polluées présentaient des dégradations pouvant avoir un impact sur l'étanchéité de la rétention. Plusieurs surfaces destinées à la rétention des eaux ont été refaites (bétonnées ou bitumées). Les dégradations constatées lors de la visite du 20 janvier 2022 ont été réparées.
Type de suites proposées : Sans suite